

RCS : AVIGNON
Code greffe : 8401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AVIGNON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1999 B 00003
Numéro SIREN : 421 260 779
Nom ou dénomination : AFM

Ce dépôt a été enregistré le 28/12/2023 sous le numéro de dépôt 13662

AFM
SARL AU CAPITAL DE 100 000 €
SIEGE : 1021, chemin de la Rayette 84 460 CHEVAL BLANC
RCS AVIGNON B 421 260 779

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 6 NOVEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 6 novembre, à 8 Heures,
Au siège social, à Cheval Blanc, 1021, chemin de la Rayette,

Les associés de la société AFM SARL se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire.

Sont présents :

M. ANDRE Frédéric,	porteur de 750 parts,
Mme ANDRE Anne-Marie,	porteur de 250 parts,

L'assemblée est présidée par Frédéric ANDRE en sa qualité de gérant associé. Le président constate que le quorum est atteint et que l'assemblée peut valablement délibérer.

Le président rappelle que la présente Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Réduction du capital social,
- Modification des statuts.

Le président dépose les documents suivants, qui vont être soumis à l'assemblée :

- Le texte des projets de résolutions.

Le président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires sont tenus à la disposition des associés au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Puis, il présente l'unique projet de résolution à l'assemblée et ouvre la discussion. Diverses observations sont échangées, puis personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix l'unique résolution figurant à l'ordre du jour :

PREMIÈRE RÉOLUTION

Après lecture par le Président de l'exposé de l'opération envisagée, l'assemblée générale décide d'adopter le projet de réduction de la valeur nominale des 1 000 parts sociales constituant le capital social de la société, en la réduisant de la valeur nominale de 100 € à la valeur nominale de 1 €.

La présente opération entraîne une réduction du capital social de la valeur de 100 000 € à 1 000 €, soit une réduction du capital de 99 000 €, qui est remboursée aux associés proportionnellement à leurs droits dans le capital social de la société ; laquelle somme est payée comptant par la société AFM.

Cette opération se traduit par une réduction de capital social de la SARL AFM au montant de 1 000 €, composé de 1 000 parts sociales de 1 € de valeur nominale chacune.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RÉSOLUTION

Comme suite à la résolution précédemment adoptée, le président présente les modifications des statuts en conséquence :

« Article 6 – Apports

...

4- Réduction du capital social

Par assemblée générale extraordinaire en date du 6 novembre 2023, les associés ont décidé de procéder au remboursement partiel du capital social de la société, à hauteur de 99 000 €, par réduction de la valeur nominale des 1 000 parts sociales.

5- Total des apports

Le total des apports est égal au capital social, soit : 1 000,00 €

...

Article 8 – Capital social – Liste des associés – Répartition des parts

Le capital social est fixé à la somme de MILLE EUROS (1 000 €).

Il est divisé en 1 000 parts sociales de 1 euro chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs, du partage de la société ALLIANCE PLUS daté du 1^{er} décembre 2003, de la cession du 12 septembre 2005, et du transfert de parts sociales du 8 mars 2008, de la manière suivante :

- à M. Frédéric ANDRE, 750 parts sociales, numérotées de 1 à 750 inclus, soit 750 parts,
- à Mme VEVE Anne-Marie, 250 parts sociales, numérotées de 751 à 1000 inclus, soit 250 parts.

Total du nombre de parts sociales composant le capital social 1000 parts »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont accordés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité ou de dépôt prévues par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 9 Heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le procès-verbal qui a été signé, après lecture par les associés présents.



STATUTS

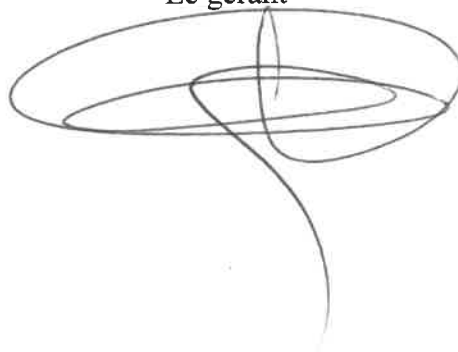
SARL AFM

RCS : AVIGNON B 421 260 779

Modifiés suite à l'assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 2023

Certifiés conformes

Le gérant

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long, thin tail extending downwards.

AFM

Société à responsabilité limitée
Au capital de 1 000 €
Siège social : 1021, Chemin de la Rayette
84 460 CHEVAL BLANC

STATUTS

Les soussignés :

- Monsieur Frédéric ANDRE, expert-comptable, inscrit près du conseil de l'ordre de MARSEILLE, commissaire aux comptes inscrit près la cour d'appel de NIMES, né le 13 mai 1968 à CAVAILLON et demeurant quartier les Rayettes à CHEVAL BLANC (84460),
- Madame Anne-Marie VEVE, épouse ANDRE, aide comptable, née le 21 octobre 1970 à VILLENEUVE LEZ AVIGNON et demeurant quartier les Rayettes à CHEVAL BLANC (84460),
- Monsieur Maurice RIGAUD, exploitant agricole, né le 9 février 1936 à AVIGNON et demeurant l'Amandière, Clos coupe d'or à AVIGNON (84000),
- Monsieur Pierre RIGAUD, comptable, né le 4 septembre 1944 à AVIGNON et demeurant chemin Saint Gabriel à AVIGNON (84000),
- Monsieur Jacques SORBIER, expert-comptable inscrit près du conseil de l'ordre de MARSEILLE, né le 2 mai 1949 à CARPENTRAS et demeurant 169, chemin de la Souvine, avenue Sainte Catherine à MONTFAVET (84140),
- SARL ALLIANCE PLUS, société de gestion et de prise de participation au capital social de 50 000 Francs, domiciliée 6, rue Cardeline à MONTFAVET (84 140),
- SA COGEPAR, société de participation d'expertise comptable au capital social de 2 510 000 francs, inscrite près de l'ordre des experts comptables de MARSEILLE, domiciliée Bâtiment L1, Marché gare d'intérêt national à AVIGNON (84000),

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par le livre II et le titre II du livre VIII du Code de commerce et l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 – DENOMINATION

La dénomination est, à compter du 1^{er} septembre 2011 : AFM

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots “société à responsabilité limitée ” ou des lettres S.A.R.L. et l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes» et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables ;
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à compter du 1^{er} septembre 2011 à : CHEVAL BLANC (84 460) 1021, chemin de la Rayette.

Il peut être transféré dans la même ville, par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 – APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

1- Apport en nature

Monsieur Frédéric ANDRE :	
Documentation Organique de base	2 000.00
Logiciel ISACOMPTA + Liasse ISAGRI	13 000.00
Ordinateur DELL Penthium 200	8 000.00
Imprimante Brother HL 760	2 000.00
Droit au bail local situé 247, cours GAMBETTA (CAVAILLON)	24 000.00
Au total :	49 000.00 francs

Les biens faisant l'objet de l'apport en nature de Monsieur Frédéric ANDRE dépendent de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint. Mme Anne-Marie VEVE, épouse ANDRE intervenant aux présentes, ne demande pas à être personnellement associée. Les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Frédéric ANDRE.

2- Apport en Numéraire

Monsieur Frédéric ANDRE apporte à la société une somme en espèces de vingt sept mille Francs, ci 27000 Francs.

Madame Anne-Marie VEVE, épouse ANDRE a demandé à être personnellement associée à concurrence d'une part sociale. Les parts sociales rémunérant cet apport sont donc attribuées à Monsieur Frédéric ANDRE à hauteur de vingt six mille francs (26 000 francs), et à Madame Anne-Marie VEVE épouse ANDRE à hauteur de mille francs (1 000 francs).

Monsieur Maurice RIGAUD apporte à la société une somme en espèces de quatre mille Francs, ci 4000 Francs.

Monsieur Pierre RIGAUD apporte à la société une somme en espèces de quatre mille Francs, ci 4000 Francs.

Monsieur Jacques SORBIER apporte à la société une somme en espèces de quatre mille Francs, ci 4000 Francs.

La société ALLIANCE PLUS apporte à la société une somme en espèces de quatre mille Francs, ci 4000 Francs.

La SA COGEPAR apporte à la société une somme en espèces de huit mille Francs, ci 8 000 Francs.

3- Augmentation du capital social

L'assemblée générale extra-ordinaire en date du 27 janvier 2014, a décidé d'augmenter le capital social de la société, d'un montant de 84 755,10 €.

4 – Réduction du capital social

Par assemblée générale extraordinaire en date du 6 novembre 2023, les associés ont décidé de procéder au remboursement partiel du capital social de la société, à hauteur de 99 000 €, par réduction de la valeur nominale des 1 000 parts sociales.

5- Total des apports

Le nouveau montant des apports est égal au capital social, soit : 1 000,00 €

ARTICLE 7 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 8– CAPITAL SOCIAL
LISTE DES ASSOCIES –REPARTITION DES PARTS

Le capital social est fixé à la somme de MILLE EUROS (1 000 €).

Il est divisé en 1 000 parts sociales de 1 euro chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d’eux, en proportion de leurs apports respectifs, du partage de la société ALLIANCE PLUS daté du 1^{er} décembre 2003, de la cession du 12 septembre 2005, et du transfert de parts sociales du 8 mars 2008, de la manière suivante à :

- M. Frédéric ANDRE, 750 parts sociales, numérotées de 1 à 750 inclus, soit 750 parts,
- Mme VEVE Anne-Marie, 250 parts sociales, numérotées de 751 à 1000 inclus, soit 250 parts.

Total du nombre de parts sociales composant le capital social 1 000 parts.

La société membre de l’Ordre communique annuellement aux conseils de l’Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d’entrée d’associés ou de modification dans la composition des organes de gestion, de direction et d’administration, la société est tenue de demander à la Commission régionale d’inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Dans tous les cas, la réalisation d’opérations sur le capital doit respecter les règles de détention du capital et des droits de vote par les experts-comptables et les commissaires aux comptes ou les professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l’exercice du contrôle légal des comptes.

ARTICLE 9 – AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL
ET NEGOCIATION DES ROMPUS

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l’existence de “rompus”, les droits de souscription et d’attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre de titres, les associés sont tenus de céder ou d’acheter les titres qu’ils ont en trop ou en moins, pour permettre l’échange des parts sociales nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d’augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l’article 8 des présentes sur les quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels Expert- Comptables.

Toute personne n’ayant pas déjà la qualité d’associé ne peut entrer dans la société, à l’occasion d’une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les autres associés, conformément aux dispositions de l’article 45 de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 10 – CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1/ Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, sauf au profit d'un associé expert-comptable, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent dans un délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt aux taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou de l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ces parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieux et place l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent acte, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

En tout état de cause, les trois quarts du capital et des droits de vote doivent toujours être détenus par des Experts-Comptables, conformément à l'article 7-1 -1° de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

La signification par voie d'huissier peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

2/ transmission par décès

en cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un Expert-Comptable associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ses qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans les délais de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritiers ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayant droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3/ Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver

la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, de la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4/ Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si durant la communauté de biens existant entre époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

5/ Dans tous les cas susvisés, les trois quarts des parts sociales devront être détenues par au moins un Expert-Comptable inscrit au Tableau de l'Ordre.

ARTICLE 11 – CESSATION D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser la part du capital social ou des droits de vote détenus par des experts-comptables au-dessous des quotités légales, la société saisit le conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au-dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenu par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses parts sociales permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les dispositions de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont plus respectées, l'associé est exclu de la société, ses parts sociales étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration des délais mentionnés aux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 12- INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-proprétaire. Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent. Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 – RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsable, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les Experts-Comptables assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité personnelle de chaque Expert-Comptable en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux doivent être assortis de la signature personnelle de l'Expert-Comptable ainsi que du visa ou de la signature sociale.

ARTICLE 14 – GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés Experts-Comptables et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 15 – DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se dérouleront selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 16 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

ARTICLE 17 – ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 01/07 de chaque année et finit le 30/06 de l'année suivante.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30/06/1999.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 18 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende

proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution des réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 19 -CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société ou entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil de l'Ordre des Experts-comptables.

ARTICLE 20 – NOMINATION DU PREMIER GERANT

Le premier gérant de la société nommé sans limitation de durée est Monsieur Frédéric ANDRE, expert-comptable. Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

ARTICLE 21 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES – ENGAGEMENT DE LA PERIODE DE FORMATION

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des actionnaires depuis le 10 septembre 1998 à l'adresse prévue du siège social.

Les associés donnent mandat à Monsieur Frédéric ANDRE de prendre pour le compte de la société les engagements suivants :

- accomplir les formalités administratives auprès de l'ordre des Experts-Comptables,
- accomplir les actes de gestion relatifs à l'objet de la société,

Ces engagements seront également repris par la société par le fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 22 – PUBLICITE – POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Monsieur Frédéric ANDRE est spécialement mandaté pour signer l’avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Modifiés à Cheval Blanc, suite à l’assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 2023

En autant d’exemplaires
Que requis par la loi

Certifié conformes
Le gérant.
M. Frédéric ANDRE